

Budget 2025 : des coupes à tout-va, au pire des moments

Logement, travail, écologie, industrie... Le projet de loi de finances pour 2025, adopté définitivement le 6 février, propose de multiples coupes dans le budget de l'État. Elles auront des impacts néfastes sur l'économie, à court et à long terme. Mediapart a recensé les plus délétères.

[Mathias Thépot](#)

11 février 2025 à 20h35

C'en est donc fini des débats budgétaires pour ce qui concerne le périmètre des dépenses de l'État. Jeudi 6 février, le Sénat a adopté définitivement le projet de loi de finances, vingt-quatre heures à peine après le rejet de la motion de censure du gouvernement de François Bayrou déposée par La France insoumise (LFI) à l'Assemblée nationale.

Ce texte, qui a été construit par les gouvernements Attal à l'été 2024, Barnier à l'automne et enfin Bayrou cet hiver, propose une direction clairement austéritaire, puisqu'il impose une réduction d'environ 50 milliards d'euros du déficit public, par rapport au niveau qu'il aurait atteint à financement constant des services publics.

Un effort « *jamais vu depuis vingt-cinq ans* », s'est vanté François Bayrou, dont près de la moitié (entre 23 et 24 milliards d'euros) va reposer sur les dépenses de l'État. La Sécurité sociale, dont le budget n'est pas encore définitivement adopté, devrait participer pour environ 8 milliards, et les collectivités locales pour 2 milliards. Les rentrées fiscales, pour leur part, devraient finir en hausse d'environ 16 milliards d'euros.



Le ministre français de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique Éric Lombard (à gauche) et la ministre française chargée des comptes publics Amélie de Montchalin (à droite), au Sénat, le 23 janvier 2025. © Crédit : Photo Ludovic Marin / AFP

La justification principale, par l'exécutif, de ce budget d'austérité est de remettre les comptes publics d'équerre pour passer le déficit sous les 3 % du PIB en 2029. Or, les lecteurs et lectrices attentives auront noté que si les comptes publics ont dérapé ces derniers mois, ce n'est pas à cause d'une administration publique qui aurait grossi plus que de mesure, ou de dépenses sociales qui auraient explosé, mais bien parce que les gouvernements d'Élisabeth Borne et de Gabriel Attal [se sont complètement fourvoyés](#) dans leurs prévisions et analyses économiques.

Ces erreurs ont creusé un trou béant dans les comptes publics : près de 70 milliards d'euros en cumulé en 2023 et 2024, dont 80 % s'expliquent par de trop faibles rentrées fiscales, notamment de l'impôt sur les sociétés (IS). Après des années à réduire la fiscalité des plus riches et des grandes entreprises, une telle hypothèse n'avait pourtant jamais été envisagée.

C'est donc pour pallier toutes ces erreurs que l'exécutif actuel, du même bord politique que ses prédécesseurs, effectue des coupes violentes, notamment dans le budget de l'État. Nulle idée ici de relancer l'activité économique pour tirer vers le haut l'économie européenne, en grande difficulté dans la compétition internationale ; et encore moins de combler par la dépense publique les besoins réels de la population. Bête et méchante, la seule ligne directrice de ce budget est de faire des économies. Voici une liste des plus délétères.

Logement : la politique de la honte

Le 1^{er} février 2025, la Fondation pour le logement des défavorisés (ex-Fondation Abbé Pierre) s'alarmait dans son nouveau rapport d'une hausse du nombre de personnes mal logées (4,2 millions) et de l'allongement de la file d'attente pour le logement social : il y a désormais 2,7 millions de demandeurs et demandeuses de HLM en France, un record, contre 2,1 millions en 2017. Parallèlement, seulement 84 000 nouveaux logements sociaux ont été financés en 2024, contre 124 000 en 2016...

À lire aussi

[Logement cher : le gouvernement laisse faire](#)

3 février 2023

La réponse du gouvernement cette année ? Couper encore plus dans les finances de la mission « cohésion des territoires » du budget de l'État, qui intègre, entre autres, les APL, les soutiens au logement social et la rénovation énergétique.

Selon les tableaux fournis par l'administration de Bercy, ce budget sera réduit en 2025 par rapport à 2024 de 850 millions d'euros en volume, c'est-à-dire en tenant compte de l'inflation. Pis, toujours en volume, depuis 2019, c'est le budget le plus touché : il a été réduit de 2 milliards d'euros. Pendant ce temps, la crise du logement s'est profondément ancrée dans le pays.

Éducation et enseignement supérieur : l'avenir de la jeunesse sacrifié

Contrairement à ce que les membres de l'exécutif et les éditorialistes de plateaux de télévision clament à longueur de journée, le fardeau que l'on laisse aux générations futures n'est pas celui de la dette publique, mais bien l'austérité que l'on fait subir chaque année aux budgets de l'Éducation nationale et de l'enseignement supérieur.

Le Parti socialiste (PS) s'est félicité d'avoir obtenu de François Bayrou l'abandon de la suppression de 4 000 postes d'enseignant·es prévue dans le projet de loi de finances initial de Michel Barnier. C'est indéniablement une victoire. Toutefois, cette « concession » gouvernementale ne pas fait évoluer les grands équilibres rigoristes de la mission « enseignement scolaire » du budget de l'État.

Les montants alloués à l'Éducation nationale, toujours en tenant compte de l'inflation, sont réduits de 1,2 milliard d'euros. Une coupe significative. Côté recherche et enseignement supérieur, la baisse est similaire (– 1,3 milliard).

Travail : coup de rabot sur les apprentis

En pleine période de remontée du chômage – l'Insee prévoit une augmentation jusqu'à 7,6 % à la mi-2025 et la Banque de France entre 7,5 et 7,8 % –, le gouvernement a eu la bonne idée de réduire de 4,4 milliards d'euros le budget alloué au travail et à l'emploi, en tenant compte de l'inflation. C'est la coupe la plus importante de ce budget 2025.

À lire aussi

[« 8 milliards de dépenses inutiles » : pourquoi le soutien massif à l'apprentissage est une erreur](#)

16 juin 2023

Plus de 40 % du budget des emplois aidés est notamment raboté. Toutefois, le gros des coupes concerne les aides publiques à l'apprentissage, dont nous expliquions qu'elles étaient en grande partie inutiles. Selon Bruno Coquet, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), l'État consacrait pas moins de [25 milliards d'euros](#) en 2024 à l'apprentissage, dont près de 10 milliards en trop.

En effet, ces aides constituaient jusqu'ici un effet d'aubaine énorme pour les grandes entreprises qui en bénéficiaient pour recruter des profils surdiplômés en alternance. Ce dont elles auraient été capables sans aides publiques, vu leur surface financière.

L'idée, qui fait consensus, est donc de recentrer ces aides sur les plus petites entreprises pour l'embauche de personnes pas ou peu diplômées. Problème pour l'exécutif : l'apprentissage pèse pour 38 % des créations d'emplois salariés dans le secteur marchand entre 2018 et 2023. Comprendre : les bons chiffres du chômage sous Macron ont principalement reposé sur la perfusion publique du secteur privé pour embaucher des apprenti·es. Que va-t-il se passer si cela se termine ?

Écologie : une hausse en trompe-l'œil

Dans les documents de Bercy, on découvre que le budget de la mission « écologie, développement et mobilités durables » pour 2025 serait en hausse de 1,9 milliard en volume par rapport à 2024. Une excellente nouvelle ? Pas si sûr.

En effet, cette hausse significative est uniquement due à la forte hausse des charges de service public de l'énergie. Ce dispositif complexe oblige l'État à compenser aux énergéticiens français (principalement EDF) qui produisent des énergies renouvelables (ENR) la différence avec les prix de gros sur les marchés de l'énergie. Quand ceux-ci diminuent, comme c'est le cas depuis 2023, l'État décaisse – beaucoup – d'argent. De 2,6 milliards en 2024, les charges de service public de l'énergie assumées par l'État vont grimper à 6,8 milliards d'euros en 2025.

En excluant ce dispositif qui dépend des fluctuations spéculatives sur les marchés, le budget alloué à la mission « écologie, développement et mobilités durable » est en fait en baisse de 2 milliards d'euros en 2025. Toutes ses autres composantes sont mises à l'amende : la pêche, l'aquaculture, les paysages, la biodiversité, l'eau sont des secteurs qui voient leurs soutiens publics diminuer.

Enfin, le « fonds vert », censé alimenter les investissements des collectivités locales pour l'environnement, n'est rabaissé « que » de 86 millions d'euros, le Parti socialiste ayant obtenu un coup de pouce de 300 millions d'euros en dernière minute, en commission mixte paritaire.

France 2030 : le mirage Macron

Il y a quelque chose de cocasse à voir Emmanuel Macron se mettre en scène lors du sommet de l'intelligence artificielle (IA) organisé à Paris en annonçant, sonnants et trébuchants, des investissements de 109 milliards d'euros dans ce secteur en France.

Car quand on s'y penche de plus près, on se rend compte que l'État français ne met pas un kopeck dans l'affaire. Tout juste un investissement de BPI France, qui promet de consacrer 2 milliards d'euros par an à l'IA pendant cinq ans. Pour le reste, Emmanuel Macron mise sur des investissements étrangers, venant des Émirats arabes unis et d'Amérique du Nord principalement.

Comment aurait-il pu en être autrement, tant la période actuelle consiste à restreindre aveuglément les dépenses de l'État ? Le pire, c'est que le budget de la mission « France 2030 », censé héberger les investissements publics de long terme à destination de l'industrie et des nouvelles technologies afin de garantir la souveraineté économique du pays, est un de ceux qui a été le plus amputé en 2025 : de 2,5 milliards d'euros, soit une baisse de 33 % par rapport à 2024.

Taxer les riches : oui, mais pas trop

Il faut le dire, c'est une première depuis 2017 : l'exécutif compte rehausser le taux d'imposition des très grandes entreprises et des plus riches en 2025. Les entreprises réalisant plus d'un milliard d'euros de chiffre d'affaires, notamment, vont voir le taux d'imposition sur leurs bénéfices exceptionnellement grimper de 25 à 30 %, et celles gagnant plus de 3

milliards, de 25 à 35 %. La mesure doit au total rapporter 8 milliards d'euros aux caisses de l'État en 2025. Horreur pour le PDG du groupe de luxe LVMH, Bernard Arnault, qui a quasiment menacé de délocaliser aux États-Unis lors de la présentation des résultats financiers – en baisse – de son groupe.

À lire aussi

[Gabriel Zucman : « Une très forte demande de justice fiscale s'exprime dans les rues »](#)

24 mars 2023

Mais qu'il se rassure : le ministre de l'économie et des finances, Éric Lombard, a d'ores et déjà indiqué que cette hausse du taux d'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises ne s'appliquerait qu'en 2025, contrairement à ce qui était prévu dans le projet de budget initial de Michel Barnier, qui voulait que cette mesure se poursuive en 2026. Il ne faudrait pas non plus trop vexer celui dont la fortune a quasi doublé depuis 2019...

Côté ménages, il est également prévu une surtaxe exceptionnelle sur les ménages gagnant plus de 500 000 euros par an pour un couple. La mesure pourrait rapporter 2 milliards d'euros en 2025 mais risque fort d'être retoquée par le Conseil constitutionnel pour des raisons techniques liées à l'adoption exceptionnellement tardive du budget 2025. Éric Lombard aimerait pour la remplacer créer un impôt sur le patrimoine avec un taux très bas (autour de 0,5 %) qui rapporterait le même montant. Mais son instauration est hautement incertaine.

[Mathias Thépot](#)